

MWANGAZA

GROUPE DE RECHERCHE ET D'ETUDES SUR LE CONGO
(G. R. E. C)

86 Durham Road, Islington, London N7 7DU

POLITIQUE : « TEMPS DE CHIEN EN R.D.C »

Par : Robert Mbelo. E-mail : robambelo@hotmail.com Tel : 00447932708591.

INTRODUCTION :

Depuis la chute du Mur de Berlin et du Communisme, il fait un « Temps de Chien » partout dans le monde ; en Europe, en Asie et en Afrique surtout, et en République Démocratique du Congo où il ne fait pas bon de vivre par les temps qui courent parce que ceux qui détiennent la décision mondiale l'ont ainsi ordonné, car ce sont eux qui détiennent l'imperium du pouvoir mondiale, à savoir : Les Etats-Unis d'Amérique. Nous sommes entrés, depuis 1989, dans un monde d'un discours unique, inique et cynique.

- **Unique** : parce que, seul le discours des Etats-Unis compte à l'heure actuelle ; passant outre les résolutions du Conseil de Sécurité, ils sont allés coloniser l'Irak et assujettir les Irakiens, en embarquant derrière eux presque l'ensemble des pays Membres de l'ONU, en leur faisant accepter de force leurs mensonges en vue de cette occupation : Il fait un « temps de chien » en Irak.
- **Inique** : parce que, ils ignorent et ferment leurs yeux sur le **génocide congolais** (plus de 6.000.000 de Congolais morts et plus de 1.500.000 morts en sursis suite à la transmission de la maladie du sida aux femmes congolaises par les troupes d'occupation) qui se déroule devant eux, et acceptent de n'intégrer dans leur discours que celui du Rwanda :deux poids, deux mesures et injustice fait partie intégrante du discours actuel des responsables américains.
- **Cynique** : parce que pour parvenir à leurs fins, les Américains dans leur conception de la politique étrangère considèrent que les vies humaines sont moins importante que la raison d'Etat ; C'est ainsi qu'aujourd'hui, après avoir fait tuer plus de 6.000.000 de Congolais depuis le début de leur ruée vers l'or au Congo en 1996, cette fois-ci, depuis début Décembre 2004, le cours du coltan ayant connu une augmentation vertigineuse, les multinationales fabricants de téléphones portables et autres gadgets informatiques avaient besoin de cette

matière première ont contacté leur représentant sur le terrain qui n'est autre que Mr. William Swing, membre de la CIA et à ses heures, « représentant » de la Monuc. C'est ce dernier qui a mis en place des dispositifs de pillage. C'est bien lui qui trahit les Fardc sur le terrain, parce qu'il assiste aux réunions d'état-major congolais, où se préparent les détails pour les offensives et les contre-offensives et tous ces renseignements il les communique aux Rwandais. Autour des zones d'exploitation, il a placé des troupes onusiennes du Pakistan pour la surveillance. Et pourquoi le Pakistan ? Parce que Swing représente également la « Vodacom » et d'autres multinationales américaines qui utilisent le coltan et qui sont établies au Pakistan. Ce coltan ainsi volé en RDC avec la complicité de Swing, servira à la fabrication de milliard et de milliard d'appareil portable qui seront vendus sur place au Pakistan, en Inde et en Chine où les masses populaires se comptent en milliard. Voilà les raisons exactes de l'invasion actuelle de l'armée rwandaise. Et pour cela, les Américains ont fait encore couler le sang de plusieurs milliers de Congolais avec la complicité de la mafia issue de la formule 1 + 4 qu'ils ont mis en place. Il fait un temps de chien en RDC.

Ceci étant, c'est en examinant le dispositif de la géostratégie de leur politique pour le III^e Millénaire que l'on se rend compte de leur volonté d'être plus que dominateurs. Nous allons examiner cela au travers des dossiers suivant :

I.- LA RUEE VERS LE COLTAN

Dans mon dossier « Causes et conséquences de la guerre en RDC », j'avais démontré que les 3 socles ou est assis la politique américaine pour le III^e millénaire sont :

- L'autocolonisation ;
- Les Organisations Internationales gouvernementales ou non gouvernementales
- Enfin les multinationales.

En effet, la énième agression que nous venons de subir de la part du Rwanda au début du mois de décembre 2004, c'est la continuation de l'exploitation de notre pays par des multinationales américaines et britanniques qui se ruent vers le coltan, notamment celles qui fabriquent des téléphones portables : Il s'agit de Motorola, Vodafone, de l'allemand Siemens. Ces multinationales ont délocalisé ce dernier temps pour venir s'installer au Pakistan en vue de produire, en quantité industrielle des portables et autres gadgets informatiques en prévision des jeux olympiques qui auront lieu en 2008 en Chine. Le coltan australien étant trop coûteux et dont le coût d'exploitation et de la main d'œuvre étant très élevé que celui exploité en RDC, ces multinationales se sont adressées à Swing, le représentant de la Monuc en RDC pour leur faciliter la tâche. Cet homme qui a les mains tachées du sang congolais a accepté d'être leur commissionnaire sur le terrain. Le cours du coltan ayant augmenté, Swing ne pouvait pas laisser une si belle occasion pour s'enrichir, il a immédiatement saisi Kagamé de l'offre et lui a demandé d'activer sa

machine meurtrière en RDC afin de chasser des populations entières de terrains d'exploitation. C'est la raison pour laquelle des attaques de l'APR ont été orchestré à Kanabayong, Walikale, Masisi etc...pour venir tuer, égorger femmes et enfants congolais, violer nos femmes et les enterrer vivant. Et pendant ce temps, Swing et ses complices sur le terrain, à savoir le Pakistanais, **Kotecha** continuent leur exploitation au profit de ces multinationales. Ainsi, pour que cette exploitation ou plutôt ce vol de coltan puisse passer inaperçue, Swing a fait imposer la fameuse ligne tampon de 10 Km d'un « *Noman's land* » entre les « belligérants ». Des camions de la Monuc, de l'Unicef et du HCR transportent le butin vers le port de Dar-es-Salam et pour prendre le large vers l'océan indien en route vers le port de Karachi au Pakistan. Des usines entières implantées à Karachi et Islamabad tournent à plein régime pour fabriquer des portables et autres gadgets informatiques avec du coltan volé au Congo par Swing et sa filière de la mafia rwandaise et pakistanaise. Pour preuve, sur place, c'est le contingent pakistanais de la Monuc qui est utilisé comme **chiens de garde** des sites d'exploitation. Ce sont eux que Swing a mis dans la zone tampon pour s'interposer entre les FARDC et l'armée Rwandaise, ceci pour bien voler les richesses du Congo.

Ces multinationales ont déjà trouvé deux grands marchés potentiels : La Chine, avec une population milliardaire sera approvisionnée par les usines d'Islamabad au nord du Pakistan, tandis qu'au sud, ce sont les usines de Karachi qui vont vendre tous ces gadgets en Inde, elle aussi milliardaire en terme de population. Elles se proposent de vendre ce portables à **US \$10** pendant les jeux olympiques de Pékin et de gagner le marché en écrasant leurs concurrents. C'est au moment de ces jeux-là que la CIA et les Américains vont infiltrer leurs espions en Chine dans le but de la faire éclater en un Etat fédéral pour l'affaiblir, comme ils l'ont fait avec l'URSS. Ceci est une autre histoire.

Revenons en RDC pour vous signaler que les déboires qu'ont connus les FARDC en contre offensive est l'œuvre de Swing, de Ruberwa qui, participant à des réunions d'état-major, donnent des indications à l'armée rwandaise, fortement assistée sur le terrain par des mercenaires de l'« **Executive Outcome** », la multinationale du mercenariat qui a son siège en Afrique du Sud. On compte également au sein de l'armée rwandaise des mercenaires Erythéens, Ethiopiens, Kenyans, Somaliens, Djiboutiens, Tanzaniens, Zambiens, Sud-africains, mais tous de souche nilotiques. Et donc envoyer des jeunes gens au front, lorsque l'on sait que dès qu'ils arrivent au front, on a déjà repéré leurs noms, unités, matricules ainsi que le type d'armement en leur possession, c'est de le envoyer à coup sûr à une boucherie, et donc à la mort. La personne qui exporte cette mort et désolation au Congo n'est autre que William Swing Agent de la CIA, à la Direction des opérations clandestines, Swing est utilisé par les Nations Unies pour parfaire l'**opération « Alpha »**, à savoir la colonisation de la RDC par les Etats-Unis d'Amérique et partant, la colonisation de l'Afrique noire toute entière. Qu'on ne vous trompe pas, la Monuc n'est pas là pour faire régner la paix au Congo, mais pour le déstabiliser. Nous entrerons plus en détail au chapitre concernant l'agenda caché de la Monuc et vous verrez comment ces gens complotent contre l'Afrique noire.

II. LA PROBLEMATIQUE DE LA TRANSITION

Il était convenu, selon « l'accord Global et inclusif », que les « acteurs » de la vie politique congolaise se devaient de faire cesser les hostilités, de pacifier le pays, d'unifier l'armée, de faire adopter par referendum, la Constitution de la IIIème République et enfin d'organiser les élections générales devant conduire la République Démocratique du Congo vers un Etat de droit. Mais les choses ne se passent pas comme ils l'ont promis, et notre pays connaît la plus longue transition depuis le discours du Maréchal Mobutu du 24 avril 1990. Cette transition a connu plusieurs ruptures et voici comment :

- **1^{ère} rupture** : alors que le Maréchal Mobutu devait organiser des élections dès le 4 décembre 1991, il a prolongé unilatéralement son mandat à la tête du pays. Et la transition, ne faisait que s'éterniser.
- **2^{ème} rupture** : le 17 mai 1997 : coup d'état de Laurent –Desiré Kabila maquillé en guerre de libération et la consécration de celui-ci par le fameux « *Décret 003 du 29 juin 1997* ».
- **3^{ème} rupture** : La guerre d'agression rwando-ougando-burundaise du 2 août 1998.
- **4^{ème} rupture** : Le 16 janvier 2001 : coup d'état et assassinat de Laurent Desiré Kabila, puis la succession du type monarchique par son fils, succession imposée par la CIA. « *Kabila est mort, vive Kabila !!!* ».
- **5^{ème} rupture** : Signature de « l'accord global et inclusif » du 17 décembre 2002, puis la promulgation, par Joseph Kabila de la Constitution de la Transition adoptée le 1^{er} avril 2003 et de la constitution, fin juin 2003, du « gouvernement de transition. C'est cet accord global qui a consacré « *Le régime de belligérants* »

Ceci étant, une **6^{ème} rupture** est à redouter ; pourquoi ? parce que :

1.- On a mis sciemment en place une structure gouvernementale lourde et contre nature afin de compromettre la transition, d'où l'ingouvernabilité du pays.

2.- On a placé à la tête du pays, un personnel politique au profil douteux (même dans leurs accoutrements comme l'avait fait remarquer « Jeune Afrique »), dont la plupart sont compromis dans des cas **de vol, viol, pillages, assassinats, exécutions sommaires, d'anthropophagie, des cas d'enterrement vivant des femmes et enfants, dépècement de femmes vivantes et enceintes dont on enlève le fœtus et que l'on tue, des femmes tuées atrocement et à qui on enfonce le revolver ou l'arme dans le vagin...etc**

3.- La gestion : Alors qu'il était convenu que le gouvernement de transition avait pour mission de mettre à profit la période de transition pour instaurer, dans la paix et la concorde, un nouvel ordre politique, à travers des élections générales, mais les objectifs primordiaux de ce dispositif issu du texte de l'accord global sont loin d'être atteints à savoir

- Les textes et lois institutionnels pouvant permettre l'organisation des élections ne sont pas prêts ;
- Le découpage des circonscriptions électorales n'est pas fait ;

- Le recensement de la population n'est pas fait ;
- L'inexistence d'un calendrier électoral clair ;
- La pacification et la réunification du pays se font attendre ;
- La réunification de l'armée se fait attendre ;
- La sécurité des biens et des personnes n'est pas assurée ;
- Une défense inexistante ; dépendante des humeurs de Kagamé (*le limogeage de l'amiral Liwanga, ancien chef d'état-major a été exigé par Kagamé à Joseph Kabila qui s'était exécuté*) ;(1)
- Une diplomatie au profil bas ; dépendante des humeurs de Museveni (*le limogeage de l'ancien ministre des affaires étrangères Mr Gonda a été exigé par Museveni à Jean-Pierre Bemba avec lequel il s'est lié d'amitié en vendant de la drogue, et ce dernier s'était exécuté*) ;
- Les services de sécurité noyautés par des étrangers (*l'octroi d'un passeport diplomatique par Azarias Ruberwa à James Kabarebe au nom de James Kahindo (2) a été demandé par Kagamé, en plus le limogeage de Pierre Yambuya de la Direction Générale de Migration a été exigé par Kagamé à Joseph Kabila, qui s'était exécuté*) ;
- Menace permanente à nos frontières et plus particulière ;
- Les ingérences des puissances tierces dans les affaires internes de la RDC ;
- Manœuvre dilatoire du pouvoir législatif qui consacre un temps indu sur des questions d'importance secondaire ou seconde tels que : le débat sur la nationalité ; un débat qui n'a débouché sur rien ;(*pour preuve, la mouture du projet de la constitution actuelle ne prévoit pas des dispositifs fondamentaux de la loi sur l'octroi de la nationalité congolaise*), le faux débat sur l'amnistie ; (*où le RCD et le MLC et d'autres organisations criminelles voulaient faire voter des lois en leur faveur pour qu'ils soient absout des crimes de génocide, de crimes de guerres qu'ils ont commis dans zones où ont semé la mort et la désolation*) ; ceci au détriment des textes fondamentaux tels que la Constitution de la IIIème République, la loi électorale et le calendrier électoral sont passés sciemment au second plan.

4.- Tous les ingrédients qui ont précédé l'arrivée de Laurent Désiré Kabila au pouvoir demeurent en place :

- Mécontentement généralisé de la population et le rejet de la formule satanique $1+4 = 0$, formule issue de l'accord « mafieux » de Pretoria dit : « accord global et inclusif » ;
- Persistance des foyers de tension à l'est du pays résultant de l'exploitation organisée des richesses du Congo par la Monuc, Swing, Kagamé et sa filière mafieuse, avec la complicité et la passivité des « gouvernants » actuels, dont Joseph Kabila, Azarias Ruberwa et Jean-Pierre Bemba et par d'autres traîtres congolais ;
- Utilisation abusive de la question de la Nationalité à des fins inavouées ainsi que de l'utilisation inadéquate du terme génocide.. etc.

(1) Joseph Kabila et Kagamé se sont rencontrés à en tête à tête plusieurs fois, de quoi parlent-ils ?...

(2) **Honoré Ngbanda Nzambo** : « Crimes organisés en Afrique Centrale », *Révélation sur les réseaux rwandais et occidentaux*, pp. 337 – 340, Paris 2004.

5.- L'attitude passive de la Communauté Internationale

- **La Monuc** actrice clé de la transition dont la mission est supposée d'aider au désarmement, démobilisation, intégration et rapatriement des « forces négatives », se fait la complice de nos agresseurs en leur fournissant armes et munitions, en les aidant pour piller notre pays, et dont les dirigeants s'adonnent aux jouissances sexuelles en violant des femmes Congolaise. C'est elle qui est en train d'aider les Etats-Unis d'Amérique de coloniser le Congo, d'assujettir les Congolais et de les esclavagiser comme ils sont train de le faire en Irak et enfin de coloniser toute l'Afrique Centrale en délogeant la France dans sa zone d'influence. C'est pour pouvoir contourner tout cela que Mr Chirac séjourne à Brazzaville ce dimanche 5 février 2005 pour discuter avec les présidents Bongo et Sassou de ce complot contre les intérêts français en Afrique.
- **L'Union Africaine** et d'autres organisations africaines comme la SADC ne donnent aucun signe de vouloir peser de tout leur poids pour ramener la paix et la sécurité en RDC. Au contraire elle joue le jeu du Rwanda et de la CIA. Les missions qu'effectue Thabo Mbeki pour le compte de la CIA sont illusoire et inutiles ; c'est pour flouer l'opinion du peuple congolais et se moquer des Congolais, qui eux, ne sont pas dupes comme le pense la CIA et les Américains : Ce ne sont plus les Congolais des années 60'. Ce peuple va prendre son destin au matin du **30 Juin 2005**. Et ce sera « *l'eschatologie du grand soir* » ; et personne, ni la CIA, ni les Américains ni qui que ce soit n'arrêtera ce peuple en colère qui prendra tout seul sa vraie liberté et sa vraie indépendance qui lui avaient été confisquée depuis la nuit des temps.
- **L'Union Européenne** elle n'a rien à cirer avec des nègres congolais car elle a nommé Louis Michel, ancien Ministre Belge des affaires étrangères comme commissaire européen en charge de l'action humanitaire pour qu'il puisse continuer ses petites missions secrète de basse besogne dans les pays des grands lacs au profit de Kagamé, car il sait qu'à Kinshasa, il n'y a pas de gouvernement. N'est ce pas lui, qui, lors d'une conversation privée, alors qu'un Congolais lui posait la question de savoir pouvoir il soutenait Kagamé, il répondit : « *donnez-nous des Intehramwes, on vous laissera tranquille* ». En clair, ce qui voudrait dire qu'il faut livrer des Interhamwe à la mort comme naguère en 1940 – 1945, on livrait les juifs aux Allemands qui les acheminaient vers des fours crématoires !!! il n'a donc rien appris de l'histoire, lui qui est juif. En conclusion, ne comptons pas sur elle.
- **Les grandes puissances** , membres du Conseil de sécurité, dont les Etats-Unis, ne montrent pas d'empressement suffisant sur la question du Congo, hormis quelques résolutions futiles et qui sont tous restées lettre morte. C'est pourquoi, il faut une autre voie alternative à savoir : **un changement de discours et de comportement**, et **un changement de dispositif**, à savoir l'établissement d'un nouvel ordre politique, reflet des attentes de la population.

III. LES QUESTIONS DE DROIT SOULEVEES PAR L'AGRESSION DE LA R.D.C PAR LE RWANDA L'UGANDA ET LE BURUNDI

Depuis le 2 août 1998, notre pays a été victime, officiellement, d'une agression du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi. Mais en fait, nous le savons depuis, il s'agit d'un complot international ourdi du temps de Bill Clinton par la CIA et le Pentagone et dont on a associé le MI 6 Britannique.

Nous n'allons pas nous attarder sur les différentes campagnes de mensonges qui avaient fait irruption en ce temps là et qui vont de « Kabila n'a pas respecté les engagements pris »... « la minorité banyamulenge est maltraité par Kabila... », « Kabila dictateur.. » Ah bon, il n'est plus « le libérateur »? Nous n'allons pas nous attarder sur des considérations qui n'ont engagé que les signataires de l'accord de Lemera avec la CIA et **l'American Mineral Filed Inc.** Au risque de nous projeter dans un débat sans fond, il est tout simplement question ici que je vous apporte des réponses juridiques irréfutables quant aux questions de droit posées par cette agression injuste qui dure à présent près de neuf ans car en fait c'est depuis 1996 déjà que le Zaïre avait victime de cet agression qui n'est en fait un complot ourdie par les multinationales anglo-américains qui veulent s'adjuger les richesses du Congo. Et sur le terrain, c'est la direction des opérations clandestines de la CIA, représenté par William Swing, représentant de la Mission des Nations Unies au Congo, le grand metteur en scène de toutes ces opérations de déstabilisation de notre pays.

A.-LES RESPONSABILITES DE L'ONU

L'attitude de l'ONU à l'égard de notre pays a toujours été la plus ambiguë et la plus contestable. On se souviendra qu'en 1960, lors de « *l'affaire du Congo* », alors que l'article 11, alinéa 2 de la charte des Nations Unies ne reconnaît pas à l'Assemblée Générale le pouvoir d'entreprendre une action, pouvoir que cette disposition réserve exclusivement au Conseil de Sécurité, l'ONU, en violation de cette disposition avait chargé le Secrétaire Général de l'époque, Mr. Dag Hammarskjöld pour entreprendre une action au Congo. Déjà des divergences apparurent entre l'URSS et les Etats-Unis car, la mission lui confiée était non conforme avec les dispositions de l'article 98 de la charte.

Alors que l'opération O.N.U.C ne consistait au départ à apporter au gouvernement congolais une aide militaire jusqu'au moment où les forces nationales de sécurité seraient aptes à exercer leurs fonctions (1), l'ONU, profitera, après avoir participé aux préparatifs de l'assassinat de Patrice Lumumba, et après la mort accidentelle de Mr. Dag Hammarskjöld, pour adopter deux autres résolutions (2) qui changeront sa mission.

(1) cfr. Résolution 143-1960 du Conseil de Sécurité du 14 juillet 1960.

(2) Cfr. Résolution 161 et 169 du Conseil de Sécurité des 21 février et 24 novembre 1961.

En effet, au lieu d'aider le gouvernement congolais à reconstituer son armée, l'ONU s'était transformée en force d'intervention classique sur le terrain. Cette décision du Conseil de Sécurité avait été vivement critiquée par l'URSS et la France. Et ce qui a fait dire à De Gaulle que l'ONU était un « machin » au service des Etats-Unis. Il n'avait pas tort car il apparaît au jour le jour que l'actuel Secrétaire Général semble être plus aux ordres des Etats-Unis qu'à celui de l'Organisation. Nous y reviendrons.

Ce bref rappel historique démontre à suffisance que l'ONU est restée constante quant à sa position vis-à-vis du Congo : partielle et injuste.

Aujourd'hui encore, au moment où notre pays avait été agressé en date du 2 août 1998 et ce, malgré la saisine du Conseil de Sécurité, à cette époque là par notre représentant Permanent aux Nations Unies, elle était restée muette, alors que les dispositions de l'article 24 de la charte donne au Conseil de Sécurité les pouvoirs « d'assumer les responsabilités du maintien de la paix et de la sécurité internationales en agissant conformément aux buts et principes des Nations Unies édictées par les articles 1^{er} et 2 de la charte.

Ainsi, la RDC était en droit d'attendre du Conseil de Sécurité l'adoption d'une résolution condamnant au moins l'agression dont elle était victime à l'époque, l'ONU, frappée d'une amnésie, on ne sait laquelle, s'était contentée de prendre acte de cette plainte. Aujourd'hui en 2005, on est encore là : la vérité est que l'ONU est inféodée aux multinationales qui exploitent nos richesses, et que l'attitude négative son Secrétaire Général à l'égard de notre pays, et ce malgré les évidences, semble accrédité la thèse selon laquelle il est au service des lobbies des multinationales et du « *Tutsi International Power* ».

Mais curieusement, lorsque à l'époque, en 1998, la RDC exerçait son droit de légitime défense, l'ONU s'était réveillé pour demander la cessation des hostilités en priant « *toutes les forces étrangères de quitter le territoire congolais* ».

Cette prise de position tardive et ambiguë de l'ONU à l'époque, n'était en fait une perfidie pour détourner l'attention, et, pendant ce temps, là elle continue à apporter son soutien au Rwanda.

On peut dire ici, sans risque de se tromper, que l'ONU a failli dans sa mission de maintien de paix au Congo. Il faudra également ajouter qu'à l'époque de cette agression, cette crise, Mr. Kofi Anan n'avait pas rempli comme il se devait ses fonctions diplomatiques que lui confère la charte des Nations Unies notamment son article 99 qui dispose que : « *Le secrétaire Général peut attirer l'attention du Conseil de Sécurité sur toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationale* ».

Comme on peut le constater, c'est en vertu de cette disposition, et au moment où il était clairement établi que la RDC était attaquée que le Secrétaire Général devrait déclencher l'intervention du Conseil de Sécurité « *dans le cas où, pour quelque raison que ce soit, aucun gouvernement des Etats membres de l'organisation ou aucun membre du Conseil de Sécurité ne prend l'initiative de la saisir* ».

L'article 99 de la charte avait pour but principal de remédier à la carence qui avait prévalu à l'époque de la **S.D.N** (Société des Nations, l'ancêtre de l'ONU), dont le Secrétaire Général, agent purement administratif, ne disposait pas d'un semblable pouvoir d'initiative. Désormais, le Secrétaire Général de l'ONU actuel est doté de la compétence légale nécessaire pour sonner l'alarme et jouer en conséquence le rôle d'un véritable autorité internationale permanente, agissant en toute indépendance, selon sa conscience et ses convictions, guidé par aucun autre motif que celui de réaliser le bien de la communauté internationale.

Mais qu'avons-nous constaté ? Kofi Anan est resté muet sur le sort de notre pays pendant 9 mois, lui, le Conseil de Sécurité, ainsi que ses membres permanents, pour venir adopter une lâche résolution, la fameuse résolution 1234 qui traduit en fait la complicité, la duplicité et les mensonges de l'ONU et de son Secrétaire Général, qui fait officine du Secrétaire d'Etat bis, parce qu'il répète ce que lui disent les Etats-Unis. Kofi Annan sera jugé un jour par l'histoire pour « *non assistance d'un peuple en danger* ».

Aujourd'hui encore, il ignore le sort des Congolais, victimes du génocide de la part de Kagamé, et lors de la commémoration du 60^{ème} anniversaire des victimes de l'holocauste, Kofi Anan n'a eu qu'un seul mot pour le « génocide » du Darfour au Soudan, parce que les Américains veulent diviser le Soudan en deux parties : Le nord musulman, et le sud « animiste » les intéressent parce qu'ils ont repéré des gisements importants de pétrole et qu'ils veulent placer leur homme John Garang à sa tête.

B. LA RESPONSABILITE DE L'UNION AFRICAINE

Existe-t-elle encore ? En créant l'OUA, l'ancêtre de l'Union Africaine, les pères fondateurs ont voulu concrétiser l'unité africaine et la libération de toute l'Afrique du joug colonial. Ils ont voulu ainsi éviter à l'Afrique des conflits qui peuvent détruire la cohésion entre pays africains. C'est pourquoi ils ont pris des résolutions sur « *l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation* », à savoir que l'acte de Berlin de 1885 sur les tracées des frontières africaines, n'était plus négociable. Aujourd'hui, ces mêmes Etats se liguent contre la RDC pour la déstabiliser afin d'assouvir le calendrier américain et rwandais. Donc nous ne devons pas faire foi à tous ces médiateurs qui viennent et qui sont venus en messager de « bonnes nouvelles » en provenance de « Langley house » : Qu'il s'agisse de Mandela, Tshiluba, Masire, Moustapha Niasse et maintenant de Thabo Mbeki, tous sont inféodés au discours et au calendrier rwandais leur imposé par les Anglo-américains qui exploitent volent et pillent les richesses de la RDC. On ne doit donc rien attendre de l'Union Africaine.

C. LA RESPONSABILITE DES PAYS AGRESSEURS

Dès qu'un gouvernement responsable sera instauré à Kinshasa, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi devront payer et payeront un jour des lourdes indemnités pour des actes ci-après :

1. **De la violation du territoire national de la RDC** : En effet, partant du principe fondamental qui stipule que : « *Pas d'Etat sans territoire* », les violations répétées de notre territoire par nos ennemis constituent un défi et un déni des principes de l'intégrité du territoire énoncés à l'article 2, section 4 de la charte et rappelés par de très nombreux textes fondamentaux entre autres : *les dix principes de coexistence pacifique énoncés à la Conférence de Bandung de 1955, la charte de O.E.A (Organisation des Etats Américains), la Charte de l'Union Africaine, l'Acte final d'Helsinki de la conférence sur la Sécurité en Europe etc...*
2. **De l'occupation militaire** : Il s'agit d'une occupation délibérée avec l'accord du gouvernement irresponsable de Kinshasa, qui sert les intérêts de Kagamé et des prédateurs au service de la CIA et des multinationales anglo-américaines.
3. **Actes de génocides** : Plus de 6.000.000 de morts congolais, tués par une meute de chiens de Kagamé et plus de 1.500.000 morts en sursis, infectés par le virus du sida.
4. **Actes de crime de guerre** : En tuant sauvagement nos populations et en les déportant de gauche à droite, les agresseurs rwandais et ougandais ont commis et continuent de commettre des actes de crime de guerre. Le comble est que ces criminels siègent aujourd'hui au gouvernement, imposés par les Américains. Si ces acteurs obscurs de la vie politique congolaise étaient des citoyens américains et ayant commis ces mêmes crimes aux Etats-Unis, il y a bien longtemps qu'on parlerait d'eux au passé. Beaucoup seraient condamnés à mort, d'autres seraient condamnés à perpétuité et internés à Guantanamo Bay à Cuba. Ce sont ces gens-là qui sont supportés par les Américains. Par contre chez eux, ils avaient froidement exécutés, le 19 juin 1953 les époux Rosenberg (1) dont le tort était d'être juifs et communistes. Ainsi, siégeant aujourd'hui dans le gouvernement, ces criminels avaient tenté de faire voter une loi blanchissant leurs crimes. Congolais soyez vigilants : **les crimes de guerre sont imprescriptibles**.

A tous ces crimes odieux, il faudra y ajouter les actes de piraterie aérienne, les actes de destruction, de la dégradation des objectifs civils et de l'écosystème, des actes de vol, viol et pillage. Ces faits avérés et connus de toute la communauté internationale sont restés impunis jusqu'à ce jour du fait de la complicité évidente du gouvernement qui obéit aux ordres de Kagamé et de Museveni, et du fait du laxisme de Kofi Anan.

(1) **Schofield Coryell** : « Les Rosenberg, martyrs ou héros », *Nouvelle Enquête*, in « le monde diplomatique », juin 2003, pp. 30 -31.

IV. LA FAUSSE PISTE DES ELECTIONS.

Elections par -ci, élections par là et depuis que les étudiants avaient pris d'assaut les installations de la Monuc au mois le 4 juin 2004, les politiciens congolais ont sursauté et se sont rappelés que c'est la mission qu'ils se sont assignés conformément à l'accord global et inclusif.

C'est ainsi que, après avoir organisé la tuerie des banyamulenge à Gatumba au Burundi, sans se gêner, Ruberwa rentre à Kinshasa pour proposer son calendrier électoral alors que ces prérogatives sont celles du ministre de l'intérieur. Ceci dénote l'incompétence et l'irresponsabilité de la majorité de membres de l'actuel gouvernement de transition dont la qualité essentielle c'est la médiocrité. Le ministre Belge des affaires étrangères, Mr. Karel De Gucht, ne me contredira pas, lui qui avait déclaré, lors de sa visite à Kinshasa, en mi-octobre 2004, ce qui suit : « *J'ai rencontré au Congo peu de responsables politiques qui m'ont laissé une impression convaincante* ». Parlant du processus électoral, il ajouta : « *Je n'ai pas vu beaucoup de monde susceptible d'apporter une contribution importante à ce processus* ».

En effet, quel droit un sujet rwandais, qui n'a pas de circonscription électorale peut-il se permettre de proposer un calendrier électoral ??? C'est le comble. Je confirme ici que les élections n'auront pas lieu en juin 2005 ni après, ni à une quelconque autre date d'ailleurs, car la CIA, sachant que ses « protégés » qui sont Joseph Kabila et Ruberwa, risqueraient d'être battus va faire un coup d'état in vitro pour bloquer le processus électoral et imposer Joseph comme président et Ruberwa comme premier ministre. C'est d'ailleurs le sens du voyage de Ruberwa à Londres début décembre sur invitation du MI 6 britannique pour faire rapport. C'est à Londres que tous ces acteurs obscurs de la « transition » viennent prendre des instructions.

Ceci étant, voici les préalables que l'on doit remplir avant l'organisation de ces hypothétiques élections :

1. La rédaction de « l'avant-projet » de la Constitution de la IIIème République ;
2. L'adoption par referendum populaire de cet avant-projet de la constitution qui devient alors le « Projet de Constitution » ;
3. La promulgation par le Président de la République de ce « Projet de Constitution » qui devient alors « la Constitution de la République Démocratique du Congo » ;
4. L'adoption de la loi électorale qui consacre la commission électorale et ses compétences ;
5. L'inexistence d'une loi claire sur la nationalité
6. Le découpage des circonscriptions électorales
7. L'adoption de la loi sur les modes de scrutin de différentes élections à savoir : présidentielles, législatives, sénatoriales, provinciales, municipales, locales etc...
8. Le recensement des populations et l'octroi des cartes d'identités et des cartes d'électeurs ;

9. La désignation des délégués de la commission électorale en Provinces, Districts territoriaux, localités.
10. **Le Financement** : pour organiser des élections générales en RDC, il faudra au minimum un financement de 1 milliard de dollars américains : pensez-vous vraiment qu'un pays sérieux peut investir de l'argent de ses contribuables pour organiser des élections au profit de vous « *sales nègres* » au lieu de les investir dans l'exploitation du coltan, du diamant, de l'or et d'autres richesses ? Pour ça, il ne faut pas mettre les jumelles pour voir. Ce n'est pas en convoquant le séminaire inter-institutionnel que cela changerait quelque chose dans l'intérêt du peuple.

Pour conclure ce chapitre sur les élections, il faudra retenir une chose : ces gens qui prétendent « gouverner » le pays actuellement le font pour l'intérêt de leurs **maîtres** : **Kagame, Museveni et Swing** d'abord et puis pour leurs propres intérêts. Pour preuve, le préambule de la constitution de la transition du 1^{er} avril 2003 le prouve à suffisance, et il est ainsi libellé : « *Nous, délégués des composantes et entités au dialogue inter-congolais, réunis en plénière ; ...* » le mot peuple congolais n'apparaissant qu'une seule fois pour tromper l'opinion. Le dernier chapitre de cette étude nous renseignera sur les intentions cachées de la Monuc et de leur représentant en la personne de William Swing.

V.- LA POSITION GEOSTRATEGIQUE DE LA R.D.C

On ne peut pas analyser la situation existentielle et existentielle de la RDC sans connaître la géopolitique et la géostratégie mondiale et surtout essentiellement les visées de la politique américaine du III^{ème} millénaire et leurs retombées négative sur le Congo.

En effet, la chute de l'Union Soviétique a ouvert des pans entiers de la planète entre les mains des prédateurs, vampires et autres charognards, spécialement les multinationales dont leur expansion continue de croître à cause du vol organisé des richesses du Congo. Et depuis la première agression du Congo en 1996, prétendument appelée « rébellion », et lorsque plusieurs grandes localités de la RDC tombèrent entre les mains de la mafia de l'AFDL, des groupes financiers se sont rués vers les dirigeants de cette mafia qu'étaient les signataires de l'accord de Lemera, dont Laurent Désiré Kabila. Pour en juger de leur importance, on va en citer quelques-uns. Il s'agit de : (1)

- 1.- **Consolidate Eurocan Ventures** qui appartient au groupe **Lundin Group** ;
- 2.- **Gold Corporation**, aujourd'hui 2^o producteur d'or dans le monde ;
3. **Anglo-American Corporation** de la République Sud-africaine, l'une de plus importantes compagnies minières au monde ;
4. enfin **American Mineral Fields Inc** et sa filiale, **American Diamond Buyers**, et d'autres multinationales des Etats-Unis, du Canada, de la République Sud Africaine.

On va s'intéresser ici à American Mineral Field Inc qui a signé les accords de Lemera et va causer le malheur du peuple congolais. L'AMFI, fondé en 1995, a été créée pour imposer la volonté des grands trusts financiers en Afrique, particulièrement pour accomplir le dessein des compagnies américaines.

(1) Lire dossier rédigé par **Pierre BARACYTSE**, Ingénieur Civil des Mines : « The Geopolitical stakes of the International mining companies in the Democratic Republic of Congo », décembre 1999, in site : <http://www2.minorisa.es/inshuti/minrea.htm>

En effet, les multinationales, aujourd'hui sont en train de dicter leur volonté aux gouvernements, y compris les plus puissantes et contrôlent leurs Etats. Actuellement elles affichent des ambitions pour créer avoir une emprise sur les ressources.

Avec l'appui des mercenaires et autres « chasseurs de primes » qu'elles utilisent à leur guise, ces puissances financières ont commencé à reconquérir et à recomposer des territoires, à retracer des nouvelles frontières, comme en ex-Yougoslavie, où ils ont créé des « étaticules » dans les Balkans, en Asie Centrale et bientôt en Afrique.

En Asie Centrale, elles ont profité, après les événements du 11 septembre 2001 pour aller occuper l'Afghanistan afin d'exploiter, à moindre frais le gaz du Turkménistan, que Vladimir Putine leur a vendu pour une location de 25 ans pour un montant de 5 milliards de US dollars. Mais pour construire le gazoduc qui doit drainer ce gaz jusqu'à l'océan Indien, dont le tracé devrait traverser l'Afghanistan et le Pakistan, les Américains devaient d'abord faire éliminer par la CIA, le Colonel Massoud et occuper l'Afghanistan, ensuite imposer leur homme, Amin Kharzai, comme Président. Ce dernier, issu de la minorité Ouzbek, est un ingénieur en pétrochimie, ancien ouvrier, ayant travaillé longtemps sur des plates-formes pétrolières américaines, était l'homme qu'il fallait pour superviser les travaux de construction de ce gazoduc. Compte tenu du relief très escarpé de l'Afghanistan, il fallait procéder à des bombardements chirurgicaux pour casser les pierres rocheuses et marquer le tracé. C'est cela la vérité qui contraste avec le mensonge officiel où ils (Américains) prétendirent aller chercher Bin Laden et son ami, le mollah Omar qui leur a échappé à moto, alors qu'ils possèdent des hélicoptères puissants qui pouvaient l'intercepter à tout moment. C'est ce mensonge qu'ils ont fait gober au monde et dont ils se servent encore aujourd'hui.

En Irak, tout le monde le sait aujourd'hui qu'ils ont menti. C'est le pétrole qui les intéressait. Les élections bidons qu'ils ont organisé n'apporteront aucun changement. Aujourd'hui ils ont construit 12 grandes bases militaires en Irak, pour quoi faire ?

C'est l'Afrique où ces multinationales ont trouvé leur terrain de prédilection. Possédant le tiers de matières premières du monde, abandonné par leurs anciennes puissances colonisatrices, qui se sont désengagées progressivement, ces monstres financiers et nouveaux prédateurs s'appuient sur les organisations locales non gouvernementales et de l'assistance militaire de l'ONU ou des mercenaires de l'Executive Outcome, pour exploiter l'Afrique Centrale devient ainsi une proie facile pour elles.

C'est en Afrique Centrale où elles ont mis, avec l'aide de la CIA, tous les dispositifs pour la colonisation de la RDC par les Etats-Unis d'Amérique et cette opération de la CIA portait le nom de code : « *opération Alpha* », dont Swing avait été chargé de sa mise en place notamment l'installation des bases de la Monuc partout en RDC, ces bases sont en fait des préfigurations futures des bases américaines. L'actualisation actuelle de ce processus de colonisation du Congo porte le nom de code : « *Protection of the Okapi* »

que nous allons examiner les tenants et les aboutissants. On nous y reviendrons au chapitre suivant.

A.- LES PREDATEURS DE LA R.D.C : RAPPEL HISTORIQUE.

En effet, le 16 avril 1997, à peu près un mois avant que les troupes de Kabila n'entrent à Kinshasa, l'AFDL avait signé 3 accords avec **l'American Minerals Fields, Inc**, une multinationale canadienne qui a son siège en **Arkansas** aux Etats-Unis, fief de Bill Clinton, dont l'actionnaire majoritaire n'est autre que **Jean-Raymond Boule, de nationalité mauricienne né a Goma**, qui s'était démené comme un beau diable pour s'adjuger la signature de l'AFDL en leur expliquant qu'il a annulé le contrat signé avec le gouvernement Kengo.

Ces accords portaient sur 3 sites ci-après (1) :

1. un premier projet de US 200 millions pour l'extraction du cuivre et du Cobalt de mines de Kolwezi ;
2. un second projet de US 30 millions pour des installations d'extraction du cobalt à partir des résidus du cuivre de mines de Kipushi ;
3. un troisième projet pour le traitement du Zinc pour plus de US 550 millions d'investissement dans les mines de Kipushi ;

Ce sont ces accords signés à la va-vite et par ignorance par Laurent Désiré Kabila qui a mis notre pays dans cette situation.

Le rôle que l'AMFI a joué en RDC depuis le 2 août 1998 est d'importance capitale et comme résultat, une fois encore c'est la partition du conflit en 2 pôles classiques : à l'est, les « rebelles » soutenus par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, et dont le bailleur de fonds principal n'est autre que l'AMFI, à l'ouest le gouvernement assisté par le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie. Laurent Désiré Kabila, à l'époque avait une lecture erronée des objectifs de cette agression. Après la « victoire de l'AFDL, il était devenu l'otage des Tutsi Rwandais, des Ougandais et des Burundais qu'il avait nommé à des postes importants, et surtout d'avoir signé les accords de Lemera, qui sont en fait les accords de Kigali dont le père géniteur est Wamba dia Wamba. En vertu de cet accord qui avait eu l'aval préalable de Museveni Kagame et Buyoya. Au terme de cet accord il avait été convenu la révision des frontières en faveur du Rwanda et de l'Ouganda. Les visées de l'AMFI étaient de démembrer le Congo et sa partition en micro états antagonistes les uns les autres. Donc Kabila avait signé des accords mafieux avec des prédateurs qui sont devenus par la suite ses assassins.

(1) Rapport de Pierre Baracyetse, loc. cit. pp. 6 - 9

Les autres prédateurs de la R.D.C sont tous les signataires des accords mafieux de Lemera et leurs alliés dont : Joseph Kabila ‘ Yerodia, Kakudji, Mwenze, Mawampanga, tous anciens membres de l’AFDL, ainsi que ceux qui se sont engagés à servir servilement Kagamé et Museveni dont :Z’Ahidi Ngoma, Jean-Pierre Bemba, Azarias Ruberwa, Emile Ilunga, Bizima Kahara, Thambwe Mwamba, Lambert Mende, Kinkie Mulumba, Endundo Bononge etc... Aujourd’hui tous ces vautours et charognards se retrouvent au sein des Institutions de transition non pas comme responsables de la RDC, mais ils sont simplement perçus comme **des chiens de la basse cour** et n’écotent que la voix de leur maître, **William Swing**., lequel les a placé à la tête de ces institutions où le médiocrité et la médiocratie font place à la qualité et à la compétence.

A présent voici le texte de l’accord de Lemera dont les prédateurs se servent toujours comme un engagement officiel de notre pays vis-à-vis d’eux, alors qu’il s’agissait d’un accord mafieux engageant des vils individus.

ACCORDS DE LEMERA

*« Le 23 Octobre 1996 par les camarades fondateurs de l’AFDL (NDRL : Il s’agit de **Laurent Kabila** du PRP, « Parti de la Révolution Populaire », de **André Ngandu Kisase** du MNC/L-CNRD « Mouvement National Congolais/Lumumba – Conseil National de résistance pour la démocratie », de **Anselme Masasu** du MRLZ, « Mouvement Révolutionnaire pour la libération du Zaïre », de **Deogratias Bugera** De l’ADP « Alliance Démocratique des peuples » et de **Bizima Kahara**, qui les a approuvés ;*

Art.1. Il est Créé en ce jour du 23 octobre 1996 à l’hôtel Lemera, une Alliance des Forces Démocratique pour la Libération du Congo qui sera soutenue militairement par les forces combattantes de l’AFDLA ;

Art.2. Le sol et le sous-sol congolais appartiennent à l’Alliance.

Art.3. L’Alliance devra demeurer une institution de l’Etat canalisatrice de l’idéologie de libération.

Art.4. Prêchant le panafricanisme, l’Alliance s’engage à céder 300 kilomètres aux frontières congolaises, à l’intérieur du pays, pour sécuriser ses voisins Ougandais, Rwandais et Burundais contre l’insurrection rebelle.

Art.5. Dès que l’Alliance aura gagné la victoire, une rétribution spéciale sera allouée aux Alliés. Sa détermination est de la compétence de l’instance supérieure de l’Alliance.

Art.6. Tous les politiciens des années soixante en RDC et ceux ayant collaboré avec le régime Mobutu seront mis en retraite politique.

Art.7. La nationalité congolaise sera accordée collectivement aux « camarades Banyamulenge et aux autres populations d'origine rwandaise » établies au pays avant la date de l'indépendance de notre pays (le 30 Juin 1960)

Art.8. L'Anglais et le Swahili devront concurrencer le français dans l'espace linguistique de notre pays. »

Je vous transmets in extenso ce document qui m'avait été remis à Kinshasa par un ancien membre de l'Alliance. A vous d'en juger et de le commenter. Il s'agit d'une affaire sérieuse qu'il faudra examiner avec mûre réflexion car ce texte, loin d'être salubre, nous a conduit dans les profondeurs obscures du monde des ténèbres. Il n'y a point besoin de s'engager dans des polémiques inutiles, car depuis que Joseph Kabila avait promis en 2003 de publier ce texte, il ne l'a jamais fait et, vous comprendrez la raison en le lisant. Ceux du Gouvernement ou ceux de la défunte AFDL qui contesteront ce document, je les mets au défi d'en produire un autre.

B. LA GUERRE LARVÉE ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS POUR L'OCCUPATION DE L'AFRIQUE CENTRALE (1)

Nous développerons ce point plus en détail lorsque l'on abordera le dernier chapitre sur le calendrier caché de la Monuc. Ce que l'on doit retenir ici est que les Etats-Unis ne veulent pas qu'il y ait un autre pays ou une entité étatique qui tente de les concurrencer. C'est ainsi qu'ils ont mis à genoux l'URSS et les troupes sont stationnées maintenant dans des anciens états qui faisaient partie de la constellation soviétique.

Au Moyen-Orient et en Asie, Ils occupent militairement l'Arabie Saoudite, les Emirats, le Koweït, l'Irak où ils ont installé 12 bases militaires ceci pour mieux surveiller l'Iran.

En Afrique ils occupent toute l'Afrique noire, notamment la RDC qui est en passe de devenir officiellement une colonie américaine, et ils veulent bouter dehors la France dans toutes ces anciennes colonies pour s'accaparer des richesses du continent, avec une visée lointaine d'affaiblir l'Euro € et de faire disloquer l'Union Européenne. Les Européens ne voient pas encore venir la chose, mais ils se réveilleront en retard, car ils vont continuer à faire valser le dollar et ce qui entraînera *in fine* la chute de l'Euro à partir de cette année pour connaître sa disparition totale en l'an 2010. Ils veulent punir la France pour se venger de leur position hostile contre leur politique (USA) en Irak. Ceci est une autre histoire.

(1) Pour des plus amples informations lire **Honoré Ngbanda**, op. cit. pp 183 – 225

VI. LE CALENDRIER CACHE DE LA MONUC.

Créée par la résolution 1291 du Conseil de Sécurité, du 24 février 2000 qui lui a confié le mandat suivant :

- *Surveiller l'application de cessez-le-feu et enquêter sur les violations du cessez-le-feu ;*
- *Etablir et maintenir en permanence une liaison sur le terrain avec les quartiers généraux des forces militaires de toutes les parties ; ... (1)*
- **Pour s'acquitter de ce mandat, le Conseil de Sécurité autorise la MONUC à utiliser tous les moyens nécessaires dans le district de l'Ituri et, pour autant qu'elle l'estime dans les limites de ses capacités, dans le Nord et le Sud-Kivu. C'est le chapitre 7 de la charte des Nations Unies.**

Tous ces beaux textes et des beaux discours officiels, c'est pour distraire et tromper l'opinion. Si officiellement l'ONU l'a chargé d'une mission aux contours angéliques, mais la nuit la CIA lui a confié une mission diabolique contre le Congo et le peuple congolais Prenons un seul simple exemple :

Que dire des violations flagrantes sur le chef des casques bleus, des soldats et des civils travaillant pour la Monuc, violations constatées et reconnues par le Secrétaire Général, dont le viol des jeunes filles et jeunes garçons, actes de pédophilie et prostitution envers la population qu'elle est censée protéger ?

Autre question pourquoi la Monuc encourage le Rwanda à massacrer les populations congolaise au Kivu, à Kisangani, dans le Maniema etc... alors qu'elle est investie de par les dispositions de l'article 7 de prendre des mesures coercitives et de pouvoir intervenir pour faire cesser des assassinats barbares ?

Ces deux questions n'ont jamais trouvé de réponse et donc il s'agit d'un plan bien ordonné que la CIA a préparé à l'intention des multinationales pour faire main basse sur les richesses du Congo.

Ceci étant voici le plan caché de la Monuc : Sachant que les élections n'auront pas lieu avant le 30 Juin 2005, ni à une autre date, la CIA et le MI 6 britannique ont cogité un plan démoniaque pour embraser les contours frontaliers de la RDC, afin qu'ils viennent constater les dégâts et pour qu'ensuite faire décréter au Conseil de Sécurité l'état d'urgence ou Red code in « ***the Bank of Belgium Congo and Rwanda-Urundi*** »(2) et de faire adopter une résolution pour la mise **sous tutelle de la RDC par l'ONU**. Cette opération de déstabilisation a pour nom de code : « ***Protection of the Okapi*** ». (3) Et ce plan devra être exécuté d'ici le mois de mars 2005 et voici comment :

(1) Lire la suite du « Mandat et résolutions de la MONUC » in www.monuc.org/Mandatefr.aspx

(2) « ***Bank of Belgium Congo and Rwanda-Urundi*** », c'est le nom de code qu'utilise la CIA pour désigner les pays des grands lacs.

(3) « ***okapi*** » c'est le nom de code qu'utilise la CIA pour désigner le Congo

A. -LA DESTABILISATION DE LA COTE MARITIME

La CIA va susciter des bas instincts indépendantistes au sien de la population de Cabinda et va requinquer leur leader, l'abbé Mayala, qui va réveiller le FLEC (**Front de Libération de Cabinda**) pour reprendre le chemin du maquis contre les autorités de Luanda. L'armée angolaise va contrer les insurgés et la cote sera embrasée. Les Américains vont intervenir avec leurs bateau de guerre qui se trouvent au large de l'océan entre l'Angola et la RDC et viendront mettre une ligne tampon entre Moanda et Cabinda avec un mensonge officiel disant qu'ils sont venus pour « protéger » l'intégrité du territoire de la RDC qui est menacés. Et ils viendront s'installer définitivement à Moanda, dont ils rêvent d'en faire leur « *Hong-Kong* ». C'est ainsi qu'ils veulent privatiser et acheter le port de Matadi, ils veulent acheter les installations électriques d'Inga (1), ils projettent de réfectionner et d'élargir les aéroport de Moanda, de Matadi, d'Inga et de Lukala.

Ils projettent également d'étendre la zone franche de Moanda à Kasangulu. Tous ces dispositifs seront mis en place dès que le Congo sera placé sous tutelle (2) des Nations Unies. C'est alors qu'ils viendront s'installer à monda pour exploiter à fond le pétrole que l'ancien Premier Ministre, Kengo avait vendu à Chevron (3). L'ancien gouverneur de Bas-Congo Mr Nfuka Unzola connaît tout le dossier du pétrole de Moanda.

Le contingent de la Monuc qui va superviser toutes ces activités colonisatrices, c'est celui de l'Uruguay. Pourquoi l'Uruguay ? parce que L'Angola, le Cabinda et quelques habitants de la cote maritime du Congo parle portugais. Donc comme on peut le constater, si ce plan est mis en marche, la colonisation du Congo commencera par le Bas-Congo.

Pendant cette période d'instabilité dans le Bas Congo due aux affrontement entre les rebelles cabindais et l'armée angolaise, il y aura panique et un mouvement des populations fuyant la guerre vont affluer dans la région et c'est là qu'apparaîtront les organisations humanitaro-affairistes tels que : la croix rouge, l'Unicef, le HCR, Médecins sans frontières, Médecins du monde etc... qui viendront implanter des tentes pour les réfugiés. Ceux-ci seront installés à Luozi et Songololo. Ce qui aura pour conséquence : maladie, famine, épidémie, et déstabilisation politique, renvoyant ainsi la question des élections aux calendes grecques. Et, pendant ce temps, l'équipe que Swing avait mis en place continue à s'enrichir et à narguer la population. La dernière trouvaille que cette équipe mafieuse a trouvé c'est celui de la convocation de la conférence inter institutionnelle pour faire voir aux population que l'on s'occupe des élections, du recensement des fonctionnaires, présidé par Jean-Pierre Bemba, pour faire croire à l'opinion que l'on s'occupe du bien-être de ces derniers.

(1) La privatisation du port de Matadi et l'achat des installations électriques d'Inga ont déjà fait l'objet de tractations depuis avril 2003 entre l'actuel gouvernement de transition et des groupes financiers français et sud africains.

(2) Le Conseil de Tutelle a été créé en vertu du chapitre XIII de la charte. Avec l'indépendance de Palau, dernier territoire sous tutelle des Nations Unies, le Conseil a officiellement décidé de suspendre ses activités en 1994. Ces îles du Pacifique (Palaos), étaient administrées par les Etats-Unis d'Amérique, mais après que la population se fut prononcée pour son autonomie, Palaos devint indépendant en 1994 et adhéra à l'ONU en tant que 185^{ème} Etat Membre. Si demain la RDC était mise sous tutelle, ce seront les Etats-Unis qui vont administrer le Congo.

(3) Le chef de l'antenne de la CIA à Kinshasa, c'est le représentant de chevron au Congo

B. LA DESTABILISATION DES DEUX RIVES DU FLEUVE CONGO.

Poursuivant son calendrier caché, la Monuc, après avoir déstabilisé le Bas-Congo, a également planifié de mettre Kinshasa et Brazzaville à feu et à sang. Et voici comment : Manipuler et faire traverser de Brazzaville à Kinshasa, deux bataillons de la DSP pour prétendre prendre le pouvoir, et, de l'autre côté au Congo-Brazzaville, faire ressusciter les « rebellions » de Kolela et de Lissouba en vue de déstabiliser Sassou Nguesso. Il y aura un mouvement de panique de part et d'autre de deux rives, et il y aura des mouvements des réfugiés sur Kinshasa et Brazzaville.

Ouvrons une parenthèse pour analyser la guerre larvée qui se joue ici entre Français et Américains : Les Etats-Unis veulent reprendre à la France l'influence historique qu'elle a sur ses anciennes colonies en débauchant tous les anciens dirigeants africains que la France a fait limoger en tentant de les remettre en scelle, ou alors apporter leur appui à ceux que la France veut faire partir.

Pour le premier cas de figure, les Etats-Unis sont en train de soutenir **Lissouba** et **Kolela** pour qu'ils puissent revenir au pouvoir au Congo afin de bouter dehors **Sassou Nguesso** qui a le soutien de la France. Ils soutiennent également **Ange-Felix Patassé** pour le faire revenir au pouvoir en Centrafrique et bouter dehors le général **Bozize**, l'homme de la France.

Pour le deuxième cas de figure, les Etats-Unis soutiennent le président Abdoulaye Wade du Sénégal dont les relations avec Paris ont toujours été en demi teinte, et le cas le plus éloquent est celui du soutien qu'ils apportent au président Laurent Gbagbo de la Côte – d'Ivoire, que la France veut faire partir par le biais d'un accord biaisé que d'aucun appelle par ironie, « *Le raccourci de Marcoussis* », parce qu'il n'y a jamais eu de suite.

Fermons cette parenthèse et revenons sur ce qui nous préoccupe, à savoir le plan de déstabilisation de deux rives du Congo par la Monuc, ceci pour confirmer que ce plan est en gestation et les signes sont là pour étayer notre thèse . Le signe évident c'est le voyage précipité de Mr. Jacques Chirac au Congo-Brazzaville pour soi disant participer à la conférence sur les écosystèmes. Ce prétexte était tout trouvé pour venir discuter avec Sassou Nguesso et Bongo des problème politique de l'heure ; à savoir les tentatives américaines de supplanter la France en Afrique. C'est Chirac qui avait demande aux militaires togolais de porter le fils Eyadema au pouvoir et leur avait demandé également de le soutenir au mépris des dispositions de la constitution togolaise qui confiait l'intérim au président de l'Assemblée Nationale, car redoutant les calculs des Américains de vouloir soutenir quelqu'un d'autre.

En RDC les Américains avaient dans leur plan initial le soutien du tandem Kabila-Ruberwa pour la future donne avec quelques variantes :

- 1.- Soit ils repositionnent Kabila comme Président et Ruberwa Premier Ministre ;
- 2.- Soit ils proposent la solution à la burundaise : le jeu de tourniquet ; un président hutu cette fois-ci , un président tutsi cette fois-là ;

Mais, suite aux dernières émeutes des étudiants avec le soutien de la population, ils ont changé d'option et ils ont retenu le plan de la mise sous tutelle de la RDC dont les frontières seraient menacées et viendraient pour la sécuriser : et c'est par là que l'opération « *Protection of the Okapi* », va entrer dans sa phase d'exécution : Etat d'urgence, fermeture des frontières, le débarquement des GI's à Kinshasa pour l'évacuation, comme d'habitude, des ressortissants étrangers, américains, français, européens, bref Kinshasa sera sous occupation militaire américains. La peur va s'installer dans la ville, soulèvement populaire... et pendant ce temps, ceux qui ont collaboré avec les ennemis du peuple congolais vont se terrer dans des Ambassades.

C. LES TENTATIVES DE DESTABILISATION DU KWILU-KWANGO

Poursuivant leur calendrier macabre, ils ont prévu de manipuler le vieux Antoine Gizenga et la PALU pour commencer une rébellion à l'instar de ce qu'avait connu ces mêmes contrées du pays dans les années 63' avec Pierre Mulele, ceci pour justifier la présence des troupes d'occupation, celles de la Monuc. Les membres du PALU devront être vigilants et de surveiller de près les avances de Mr Swing envers leur leader.

D. LES TENTATIVES DE DESTABILISATION DU KASAI ORIENTAL

Swing est en train de chercher à manipuler également Tshisekedi et l'UDPS pour réaliser la sécession du Kasai Oriental et de créer l'armée kasaienne, comme pendant Les années 60' ceci pour justifier les troupes d'occupation de la Monuc qui amèneront avec eux tous les prédateurs et autres vautours qui viendraient s'installer de force à Mbuji Mayi pour voler et piller le diamant du Kasai comme ils le font avec le coltan dans le Kivu, l'or et le diamant à Kisangani. Les membres de l'UDPS qui me lisent doivent rester vigilants et devront surveiller les avances de Swing envers leur leader, car après l'erreur de la création de l'ASD (Alliance pour le soutien du dialogue, Alliance que Tshisekedi avait scellé avec le RCD /Goma en 2002) qui pour moi était une grave erreur, Etienne Tshisekedi n'a pas besoin du soutien de Swing car il a déjà le soutien du peuple. Vigilance donc.

E. LES TENTATIVES DE DESTABILISATION DU NORD-OUBANGI

C'est l'enjeu centrafricain qui est en jeu :Il s'agira d'une opération pour déstabiliser et bouter dehors le général Bozize, l'homme de la France et le remplacer par un revenant, Ange-Felix Patassé qui a actuellement le soutien des américains. Ils vont fomenter une « rébellion » pour embraser la région de Bangui et de l'autre côté en RDC, pour à la fois

remettre ce dernier (Patassé) au pour, mais surtout avec une visée l'occupation de la région de l'Equateur où se trouve l'un de plus grand gisement du pétrole au monde. Pour l'aider à accomplir cette besogne, la Monuc, pour raison de communication avec la population locale, fera recours aux contingents africains et francophones pour gérer la région et va implanter une ligne tampon sur la rivière Mobayi-Mbongo.

CONCLUSION

L'échec de la transition sera considéré, par le peuple congolais comme un aveu d'impuissance de la Communauté internationale mais aussi la conséquence de beaucoup de duplicité dans son attitude. C'est également l'échec des Etats-unis d'Amérique qui se font le chantre de « l'exportation de la démocratie » dont les résultats ne sont pas convaincant : Les cas de l'Afghanistan et de l'Irak le démontre suffisamment. C'est aussi l'échec personnel du Secrétaire Général de l'ONU, Mr Kofi Anan, qui a placé à la tête de la Monuc un incompetent et un irresponsable en la personne de Mr. Swing lequel, est loin de travailler dans les limites de son mandat, mais qui s'occupe d'autres choses qui ne rentrent pas dans l'exercice de son mandat.

C'est pourquoi **J'ai dénoncé** et **démontré** que les signataires de l'accord de Lemera ont vendu le Congo aux prédateurs, aux vautours et charognards qui volent, et pillent notre pays aux détriment du peuple congolais et **je demande** à ce qu'ils soient traduits devant la Cour Pénal International ;

J'ai dénoncé et **démontré** que l'accord de Lusaka est un acte de reddition et de capitulation afin de l'occupation effective de notre pays par le Rwanda, soutenu par le Secrétaire Général des Nations Unies et les services secrets occidentaux ;

J'ai dénoncé et **démontré** que l'accord Global et inclusif, passant par plusieurs transfigurations et métamorphoses a donné naissance à un avorton « vampirique » à cinq têtes, qui prétend gouverner le pays alors qu'il agit pour le compte des étrangers ;

J'ai dénoncé et **démontré** l'attitude partisane du Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur Kofi Anan, qui a toujours fermé les yeux sur les crimes odieux de génocide que commettent le Rwanda et l'Ouganda sur les populations congolaises à l'Est du Congo et **je demande solennellement** au comité du prix Nobel à Stockholm de lui retirer la médaille du prix Nobel de la Paix qu'on lui a indûment décerné ;

Je demande au Conseil de Sécurité des Nations Unies de demander des explications à Mr Kofi Anan sur la gestion de la crise congolaise et, au besoin, de pourvoir à son remplacement car de notre point de vue, il ne semble pas gérer la crise congolaise selon les dispositions et prescrits juridiques de la charte des Nations Unies ;

Je saisi La Cour International de Justice de la Haye pour demander au Rwanda, à l'Ouganda, au Burundi, réparation et compensation financière des dommages causés en

faveur des familles congolaises victimes du génocide car il n'y a pas de gouvernement responsable au Congo pour le faire ;

Je saisi La Cour Européenne des Droits de l'homme à Strasbourg pour enquêter sur les crimes de génocides et crimes de guerre perpétrés par le Rwanda et l'Ouganda en République Démocratique du Congo et que les coupables soient déférés devant la Cour Pénal International, car il n'y a pas de gouvernement responsable au Congo pour le faire

Je prie le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en tant que leader du monde de chercher la voie de la vérité et de la justice et de faire arrêter les massacres au Congo ;

Je demande au gouvernement Français, porteur des valeurs universelles de protection des droits de l'homme d'aider à faire reconnaître partout dans le monde **le génocide congolais** et de le faire inscrire à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil de Sécurité ;

J'affirme que ces écrits ne sont pas la traduction d'une haine quelconque contre le peuple rwandais avec lequel nous avons des liens de consanguinité et de famille, mais contre le système du pouvoir rwandais qui met le peuple congolais sous le joug de l'esclavage ;

Je clame la victoire finale du peuple congolais sur l'ennemi ;

Je clame justice et **liberté** pour le peuple congolais qui vit actuellement en captivité et dans la soumission aux forces sataniques et vampiriques de la **formule 1 + 4** ;

Je prie Dieu le Tout Puissant pour qu'IL écoute les prières du Peuple Congolais et Qu'Il puisse les délivrer au soir d'un certain 30 Juin 2005. Car IL dit : « *En ce jour-là dit l'Eternel des armées, je briserai son joug de dessus ton cou, je romprai tes liens, les étrangers ne t'assujettiront plus* » (Jer. 30 : 8).

Notre combat doit continuer car comme l'avait dit Napoléon avant la guerre d'Austerlitz que : « *mourir n'est rien, mais vivre vaincu, c'est mourir plusieurs fois* ». Et les Romains de dire plusieurs siècles avant lui : « *Potius mori quam feodari* ».

Février 2005.

Robert Mbelo

Diplomate

***Spécialiste des questions approfondies
de Relations Internationales***